

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

---

CONSULTATION : 26 AVC 02 TVX

---

OBJET : Restructuration du bâtiment Larrey D SSPI - PFE

---

PROCEDURE : Marché sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique.

---

## Date et heure limites de réception des offres

**Le 17 mars 2026 à 12h00**

AVICENNE



125, route de Stalingrad  
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,  
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner  
93 270 SEVRAN

*Ce document comprend 15 pages*



**AP-HP.**  
**Hôpitaux universitaires**  
**Paris Seine-Saint-Denis**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE I.</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
SECTION 1.01	OBJET DU MARCHÉ	3
SECTION 1.02	ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
SECTION 1.03	DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
SECTION 1.04	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
SECTION 1.05	NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
SECTION 1.06	SOUS-TRAITANCE	4
SECTION 1.07	VISITE DES CANDIDATS	4
<b>ARTICLE II.</b>	<b>CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>5</b>
SECTION 2.01	DURÉE DU MARCHÉ - DÉLAIS D'EXECUTION	5
SECTION 2.02	VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES	5
(A)	VARIANTES	5
(B)	PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES	5
SECTION 2.03	DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	6
SECTION 2.04	MODE DE RÈGLEMENT ET MODALITÉS DE FINANCEMENT	6
SECTION 2.05	CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXECUTION	6
<b>ARTICLE III.</b>	<b>CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>6</b>
SECTION 3.01	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
SECTION 3.02	COMPLÉMENT OU MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR LE CANDIDAT	7
SECTION 3.03	MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR	7
SECTION 3.04	DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	7
<b>ARTICLE IV.</b>	<b>PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>8</b>
SECTION 4.01	PRESENTATION DE LA CANDIDATURE	8
(A)	CANDIDATURE SOUS FORME DE DUME	8
(B)	MISE À DISPOSITION DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENT PAR LE BIAIS D'UN SYSTÈME ÉLECTRONIQUE	8
SECTION 4.02	PIÈCES DE LA CANDIDATURE	8
SECTION 4.03	PIÈCES DE L'OFFRE	10
SECTION 4.04	PRESENTATION DES VARIANTES	11
<b>ARTICLE V.</b>	<b>ÉCHANGES AVEC LES CANDIDATS APRÈS LA DATE DE REMISE DES OFFRES</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE VI.</b>	<b>SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE VII.</b>	<b>CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE VIII.</b>	<b>PROCÉDURE DE RECOURS</b>	<b>15</b>

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## Article I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

### Section 1.01 Objet du marché

La présente consultation concerne : Restructuration du bâtiment Larrey D SSPI - PFE

Lieux d'exécution : Hôpital Avicenne, 125 rue de Stalingrad, 93009 Bobigny Cedex

### Section 1.02 Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

### Section 1.03 Décomposition de la consultation

Le marché est divisé en neuf (09) lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
Lot 1	STRUCTURE MODULAIRE PROVISoire
Lot 2	GROS ŒUVRE/DEMOLITION
Lot 3	CLOISONS/PLATRERIE/FAUX-PLAFOND
Lot 4	MENUISERIES INTERIEURES/AGENCEMENT
Lot 5	CVC/DESENFUMAGE/PLOMBERIE
Lot 6	ELECTRICITE
Lot 7	FLUIDES MEDICAUX
Lot 8	FINITIONS SOLS ET MURS
Lot 9	PORTES AUTOMATIQUES

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

### Section 1.04 Conditions de participation des concurrents

Le marché pourra être attribué soit à un titulaire unique, soit à un groupement d'opérateurs économiques qui aura été constitué dès la remise des offres.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

### **Section 1.05**      **Nomenclature communautaire**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont : 45000000-7 : Travaux de construction

### **Section 1.06**      **Sous-traitance**

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

### **Section 1.07**      **Visite des candidats**

La visite du site est obligatoire.

Trois créneaux de visite sont prévus à savoir :

- Le vendredi 13/02/26 à partir de 13h30
- Le vendredi 20/02/26 à partir de 13h30
- Le vendredi 27/02/26 à partir de 13H30

Les candidats soumettent impérativement leur demande par mail adressé à messieurs : RAMASSAMY tel : 06 74 89 68 64 ; courriel : [christophe.ramassamy@aphp.fr](mailto:christophe.ramassamy@aphp.fr) ; LEHOUIDOUX tel : 06 38 63 82 51 / 01 48 95 10 40 ; courriel : [alexandre.lehuidoux@aphp.fr](mailto:alexandre.lehuidoux@aphp.fr); et en copie M. BROUILLAUD : [t.brouillaud@lea-architectes.fr](mailto:t.brouillaud@lea-architectes.fr)

En retour, le candidat se verra proposer un créneau horaire sur la base des jours définis. La proposition de RDV se fera dans l'ordre des sollicitations dans la mesure du possible et selon le nombre d'entreprise qui sollicite un RDV. A noter qu'un candidat qui ferait une demande en début de mois peut se voir proposer une visite en fin de mois.

Cette organisation a pour objectif de permettre aux entreprises de visiter les deux secteurs (UCA et blocs) sans perturber l'activité médicale qui sera en cours et limiter la gêne auprès des patients. A préciser également qu'il sera obligatoire de se changer en totalité (tenue de bloc) pour visiter la SSPI du secteur des blocs opératoires.

Il est strictement interdit de prendre des patients en photos.

Il appartient aux candidats de se munir, pour la visite, de la fiche « Attestation de visite » jointe en annexe 2 du CCAP.

L'attestation de visite signée par le représentant du site est à remettre avec votre offre.

Aucune réponse orale n'est apportée aux questions des candidats pendant la visite. Les candidats doivent poser leurs questions selon les modalités décrites dans le présent règlement de consultation au chapitre « Renseignements complémentaires ».

La cellule des marchés transmet ensuite une note d'information comprenant les questions et les réponses à l'ensemble des candidats qui ont ainsi les mêmes éléments en leur possession afin de constituer leur offre.

## Article II. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### Section 2.01 Durée du marché - Délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

Le délai d'exécution de l'opération est précisé au CCAP et/ou à l'acte d'engagement.

### Section 2.02 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

#### (a) Variantes

Lot	Désignation	Variantes
Lot 1	STRUCTURE MODULAIRE PROVISoire	Non autorisées
Lot 2	GROS ŒUVRE/DEMOLITION	Non autorisées
Lot 3	CLOISONS/PLATRERIE/FAUX-PLAFOND	Non autorisées
Lot 4	MENUISERIES INTERIEURES/AGENCEMENT	Non autorisées
<b>Lot 5</b>	<b>CVC/DESENFUMAGE/PLOMBERIE</b>	<b>Autorisées</b>
Lot 6	ELECTRICITE	Non autorisées
Lot 7	FLUIDES MEDICAUX	Non autorisées
Lot 8	FINITIONS SOLS ET MURS	Non autorisées
Lot 9	PORTES AUTOMATIQUES	Non autorisées

Les candidats à l'attribution du lot n°05 CVC/DESENFUMAGE/PLOMBERIE doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Ils doivent présenter, en complément de la solution de base, une variante exclusivement dans les conditions décrites à l'article n°10 de la DPGF pour ce lot.

Les variantes, doivent conduire à des solutions plus performantes ou à des solutions financières plus intéressantes. Les exigences minimales devront être conformes au cahier des charges techniques.

#### (b) Prestations supplémentaires éventuelles

Chaque candidat devra faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires suivantes :

Lot	Désignation	Prestations supplémentaires éventuelles
01	STRUCTURE MODULAIRE PROVISOIRE	PSE 5 : Sécurisation toiture et alarme
04	MENUISERIES INTERIEURES/AGENCEMENT	PSE 4 : Lave main Banque d'accueil + Remplacement meuble SSPI RDC
05	CVC/DESENFUMAGE/PLOMBERIE	PSE 4 : Lave main Banque d'accueil + Remplacement meuble SSPI RDC
06	ELECTRICITE	PSE 2 : Bandeau technique SSPI
07	FLUIDES MEDICAUX	PSE 1 : Armoire de secours
08	FINITIONS SOLS ET MURS	PSE 3 : Protection plomb plancher bas blocs

Le détail des prestations supplémentaires éventuelle est intégré aux annexes DPGF de chaque lot concerné.

❶ Il est rappelé aux candidats que le chiffrage des prestations supplémentaires éventuelles est obligatoire.

### Section 2.03 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### Section 2.04 Mode de règlement et modalités de financement

L'exécution du marché sera financée par le budget des HUPSSD (Assistance Publique –Hôpitaux de Paris).

Le mode de règlement est le virement par mandat administratif.

Les règlements seront effectués suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique soit 50 jours maximum.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

### Section 2.05 Conditions particulières d'exécution

Sans objet.

## Article III. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

### Section 3.01 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) pour chacun des lots

- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) pour chacun des lots
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles
- Les Cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ses annexes éventuelles
- Les plans techniques et architecturaux
- Le planning prévisionnel de l'opération
- La fiche de contact fournisseur

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

### **Section 3.02**      **Complément ou modification du dossier de consultation par le candidat**

Le candidat n'a pas à apporter de complément ou de modification au dossier de consultation.

### **Section 3.03**      **Modifications du dossier de consultation par le pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation, pendant toute la durée de la consultation, et en informe les candidats par le biais du portail acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le candidat devra alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Les candidats ayant choisi de ne pas s'identifier lors du téléchargement du DCE ne recevront pas d'alerte les informant de ces éventuelles modifications du DCE.

En cas de modifications importantes, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prolonger le délai de remise des offres, auquel cas l'ensemble des candidats en sera informé par un avis rectificatif publié dans la presse.

Il est rappelé aux entreprises qui souhaitent répondre l'importance de l'identification qui permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées. Dans le cas contraire, l'AP-HP ne pourra être tenue pour responsable.

### **Section 3.04**      **Demande de renseignements**

Les renseignements complémentaires que les candidats souhaiteraient obtenir sur le dossier de consultation devront obligatoirement être demandés, dans un délai minimum de 10 jours avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors adressée 06 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les candidats peuvent poser une question à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> au niveau de cette consultation dans la section « Question ».

Le pouvoir adjudicateur répondra à l'ensemble des questions ainsi posées sous forme d'un document qui sera diffusé à tous les candidats via la plateforme de dématérialisation sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## Article IV. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### Section 4.01 Présentation de la candidature

#### (a) Candidature sous forme de DUME

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, les opérateurs économiques peuvent remettre à l'appui de leur candidature un document unique de marché européen (DUME) daté et signé par une personne habilitée à engager la société qui remplace l'ensemble des attestations et déclarations sur l'honneur demandées.

#### (b) Mise à disposition des documents et renseignement par le biais d'un système électronique

Conformément à l'article R. 2143-13 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra en revanche fournir l'annexe au DCE (Attestation du Candidat) dument remplie et signée par la personne habilitée à engager la société ou chaque membre du groupement et refournir les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

### Section 4.02 Pièces de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

En application de l'article R2143-3 du code de la commande publique, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1. Le formulaire DC1 ou équivalent en version originale ou une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
2. Le formulaire DC2 ou équivalent, les mentions du capital et du chiffre d'affaires doivent être suivies de l'unité monétaire correspondante. Ce formulaire est disponible sur le site du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>



3. En complément du formulaire DC2 ou équivalent, les documents et renseignements listés à l'article 2 de l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de leur capacité économique et financière, c'est-à-dire :
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
  - Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
4. Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-13 à R2142-14 du code de la commande publique, c'est-à-dire :
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
  - Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
  - Les expériences et références professionnelles, détaillées et contrôlables, portant sur des prestations similaires, réalisées en ERP en activité et sous exigences similaires (prévention des risques et des infections nosocomiales).
  - Le candidat fournira toutes pièces attestant de ces capacités (certificats professionnels, certification ISO, agréments ou autres) notamment, les qualifications Qualibat / Qualifelec attendues ou équivalence démontrée rigoureusement et part une documentation précise et fiable :

Lot	Désignation	Qualibat/Qualifelec
Lot 1	STRUCTURE MODULAIRE PROVISoire	<b>2432 - QB 53</b>
Lot 2	GROS ŒUVRE/DEMOLITION	<b>1111 - 1142 - 2112 - 4112 - 4131</b>
Lot 3	CLOISONS/PLATRERIE/FAUX-PLAFOND	<b>4113 - 4131</b>
Lot 4	MENUISERIES INTERIEURES/AGENCEMENT	<b>4312 - 4361 - 4411 - 4322</b>
Lot 5	CVC/DESENFUMAGE/PLOMBERIE	<b>5111 - 5112 - 5231 - 5252 - 7112</b>
Lot 6	ELECTRICITE	<b>MGTI classe 4 - CF2 classe 4</b>

Lot	Désignation	Qualibat/Qualifelec
Lot 7	FLUIDES MEDICAUX	<b>5122</b>
Lot 8	FINITIONS SOLS ET MURS	<b>6112 - 6612 - 6261 - 6261</b>
Lot 9	PORTES AUTOMATIQUES	<b>4511</b>

#### Documents complémentaires souhaités par les HUPSSD

- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Extrait de Kbis datant de moins de trois mois
- Relevé d'identité bancaire ou postal

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Si le signataire des pièces de candidature et des offres n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le Kbis, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

❶ Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui ne pourra être supérieur à 10 jours suivant l'envoi d'une demande de précision sur le contenu des candidatures. Le jour de l'envoi et le jour de réception des documents ne sont pas comptabilisés.

La production des documents dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.

### **Section 4.03 Pièces de l'offre**

Un projet de marché en comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat pour chacun des lots
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) (une version en PDF et une version en EXCEL) pour chacun des lots
- Une attestation acceptant le CCAP et le CCTP (cf. annexe 1 du CCAP)
- Un mémoire technique détaillé qui exposera clairement et de manière détaillée :
  - L'organisation de l'entreprise

- Description et organisation de l'entreprise, effectif total de l'entreprise avec identification des encadrants et compagnons.
  - Description de l'équipe allouée à l'opération, qualifications et expériences. Engagement du candidat sur le nombre de compagnons alloués à l'opération, effectif minimum et effectif maximum en cas de besoin.
  - CV des compagnons alloués à l'opération ; l'effectif minimum à maximum.
  - La cohérence de la DPGF
    - Cohérence des quantités proposés par le candidat.
    - Fourniture de l'ensemble des fiches produits
  - L'organisation de chantier, et les mesures relatives à la réduction des nuisances
    - Présentation des mesures mises en place pour limiter les nuisances (pollution de l'aire, pollution sonores, etc...)
    - Présentation des mesures mise en place pour le respect des règles d'hygiène (pollution des sols, empoussièrtements, nettoyage journalier, etc...)
    - Présentation des mesures de suivi et de contrôle du respect des règles d'hygiène et la limitation des nuisances.
  - La politique environnementale et de développement durable
    - Politique environnementale - développement durable
    - Gestion des déchets chantier
  - Un engagement écrit de la société précisant que les travaux ne seront pas interrompus, et que les effectifs restent constants en période estivale (juin à aout)
  - Les « fiches produits » des matériels et matériaux proposés pour la réalisation des travaux
  - L'attestation de visite
  - La fiche de contact fournisseur
- ❶ La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

#### Section 4.04 Présentation des variantes

Les candidats à l'attribution du lot n°05 CVC/DESENFUMAGE/PLOMBERIE présenteront un dossier général « variante » (AE variante + DPGF variante). Outre les répercussions de la variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

## Article V. ECHANGES AVEC LES CANDIDATS APRES LA DATE DE REMISE DES OFFRES

Les échanges pouvant être nécessaire avec les candidats après la date de remise des offres (demande de précisions, procédure de négociation, convocation, etc) se feront **uniquement via la plateforme PLACE**.

Les adresses mails utilisées seront celles renseignées dans le document « fiche contact fournisseurs », aussi veuillez-vous assurer que le document a bien été complété et joins à l'offre.

## Article VI. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères relatifs à la candidature sont :

Garanties et capacités techniques et financières  
Capacités professionnelles

Le Pouvoir adjudicateur procédera à une appréciation et à un classement des offres en application des critères pondérés suivants afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse :

Critères	Pondération
<p>Critère 1 – Valeur technique, la valeur technique sera évaluée par l'examen et la notation d'un mémoire technique que le candidat remettra avec l'offre</p> <p>Sous critère 1 : Organisation de l'entreprise = 17 pts</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Description et organisation de l'entreprise, effectif total de l'entreprise avec identification des encadrants et compagnons.</li> <li>Description de l'équipe alloué à l'opération, qualifications et expériences. Engagement du candidat sur le nombre de compagnons alloués à l'opération, effectif minimum et effectif maximum en cas de besoin.</li> <li>CV des compagnons alloués à l'opération ; l'effectif minimum à maximum.</li> </ul> <p>Sous critère 2 : Cohérence de la DPGF = 15 pts</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Cohérence des quantités proposées par le candidat.</li> <li>Fourniture de l'ensemble des fiches produits.</li> </ul> <p>Sous critère 3 : Organisation de chantier, réduction des nuisances = 15 pts</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des mesures mises en place pour limiter les nuisances (pollution de l'air, pollution sonores, etc...)</li> <li>Présentation des mesures mise en place pour le respect des règles d'hygiène (pollution des sols, empoussièrtements, nettoyage journalier, etc...)</li> <li>Présentation des mesures de suivi et de contrôle du respect des règles d'hygiène et la limitation des nuisances.</li> </ul> <p>Sous critères 4 : Politique environnementale - développement durable = 3 pts</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Politique environnementale - développement durable</li> <li>Gestion des déchets chantier</li> </ul>	50%
Critère 2 – Prix	50%

Les offres feront l'objet d'une notation chiffrée au regard de chacun de ces critères. Les offres obtenant une note technique inférieure à 12/20 seront éliminées. L'offre qui obtiendra la meilleure note globale sera considérée comme économiquement la plus avantageuse.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations de l'article R2144-2 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 15 jours.

## Article VII. CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS

Seule la transmission par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> est autorisée.











Lors de la transmission par voie électronique, l'offre sera constituée de deux dossiers intitulés : « candidature » (comprenant les éléments demandés au paragraphe Pièces de la candidature de l'article 4.1) et « offre technique et financière » » (comprenant les éléments demandés au paragraphe Pièces de l'offre de l'article 4.2). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes : Règle de nommage des fichiers du pli dématérialisé

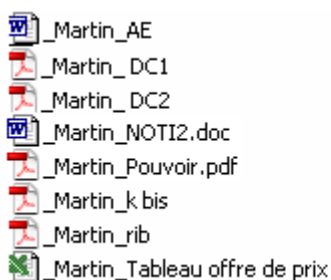
Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

- le nom de la société : il peut être entier, ou bien être raccourci  
Suivi de :
- la désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible

Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du \_ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf exemple), ces pièces sont :

-  l'Acte d'engagement
-  le tableau d'offre de prix
-  le pouvoir
-  le DC1
-  le DC2
-  l'attestation de visite, le cas échéant,
-  Pièces attestant les capacités
-  le Kbis
-  l'attestation de régularité des certificats fiscaux et sociaux
-  le RIB

Exemple :



La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Le candidat peut choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature, à un certificat de signature électronique de type RGS (référentiel général de sécurité) ; dans ce cas, le niveau minimum de sécurité exigé est \*\* ; les formats de signature acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme au Référentiel Général de Sécurité.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation ([https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique\\_2](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2))

Afin d'acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

→ Copie de sauvegarde

Lorsque, conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique, l'offre est envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie (article 6 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis  
Cellule des marchés – Bat modulaire  
125, rue de Stalingrad  
93009 Bobigny cedex

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque les HUPSSP ont détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues aux HUPSSD dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

## Article VIII. PROCEDURE DE RECOURS

### Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

### Cette consultation peut faire l'objet :

- D'un référé précontractuel : avant la conclusion du marché et jusqu'à sa date de notification dans les conditions prévues à l'article L 551-1 du code de justice administrative ;
- D'un recours de plein contentieux : dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

### Organe chargé des procédures de médiation :

Médiateur de la république

Contact : consulter la rubrique « où trouver les délégués ? » sur <http://www.mediateur-republique.fr/>

En cas de litige, le droit français est seul applicable.